

OBSERVATOIRE



ANALYSE DES EFFETS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE & ÉNERGÉTIQUE

Entreprises de la maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiment, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes (dites SDLM)

juin 2024



1
8

Les épisodes météorologiques extrêmes qu'il s'agisse de sécheresses, d'orages violents ou d'autres intempéries ne sont pas nouveaux mais deviennent de plus en plus fréquents et conduisent les entreprises de la branche professionnelle à s'adapter en permanence à des situations qui parfois augmentent le besoin de maintenance ou à l'inverse peuvent le réduire. Les entreprises de la branche professionnelle composent ainsi régulièrement avec des changements brusques ou programmés des demandes de leurs clients selon leur type de culture.

Le recours aux carburants fossiles est soumis à des réglementations environnementales de plus en plus strictes et conduit à la recherche d'alternatives qu'il s'agisse de l'électrique, du gaz ou du méthane qui peuvent être utilisés sur des moteurs thermiques. Parallèlement, la collecte de produits polluants et les limitations sur les phytosanitaires affectent l'utilisation du matériel. Enfin, les Zones à Faibles Émissions (ZFE) et la protection de la biodiversité imposent de nouveaux défis, influençant la demande en matériel plus écologique et la gestion de l'eau pour le nettoyage des machines.

La transition écologique et énergétique affecte principalement les métiers de techniciens de maintenance, conseillers commerciaux, opérateurs de location et gestionnaires de parc. Les changements incluent le renforcement de la fonction QHSE et l'élargissement de la maintenance vers les véhicules électriques ou l'utilisation de biocarburants qui nécessitent des compétences spécifiques. Les métiers de la RSE se développent, plus particulièrement dans les entreprises de plus de 50 personnes, pour répondre aux exigences des clients et aux réglementations touchant ces derniers. Les compétences évolueront à tous les niveaux : l'encadrement devra acquérir des compétences en RSE et diagnostic environnemental, la maintenance devra s'adapter aux motorisations et/ou batteries électriques ou aux biocarburants, et les conducteurs d'engins et camions devront adopter l'écoconduite. Une compréhension approfondie de l'impact environnemental et du contexte réglementaire sera essentielle, surtout pour les commerciaux.



CLÉS DE LECTURE SUR LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

ACTIVITÉS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

La branche professionnelle des entreprises de la maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiment, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes (dite SDLM) est composée de différentes activités :

- Le commerce, la location et/ou la réparation :
 - de tracteurs, de machines, de matériels, d'équipements, d'accessoires et de pièces agricoles ;
 - de matériels, d'équipements, d'accessoires et de pièces de travaux publics, de bâtiment et de manutention ;
 - de matériels, d'équipements, d'accessoires et de pièces de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts ;
- La maréchalerie.

Dans la branche professionnelle SDLM, on retrouve divers métiers spécialisés comme les techniciens de maintenance, les vendeurs et les conseillers commerciaux, les opérateurs de location, les gestionnaires de parc et les logisticiens, etc.

L'activité de la branche professionnelle est définie dans l'article premier de la Convention collective nationale du 23 avril 2012 (IDCC 1404) : https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALIARTI000026355956/?idConteneur=KALICONT000005635653&origin=list.

CHIFFRES CLÉS



7 711

ENTREPRISES¹



12 227

ÉTABLISSEMENTS



82 480

SALARIÉS²

¹ Entreprises, établissements et salariés relevant du champ Opco EP. Source Collecte URSSAF 2023 – Masse salariale 2022. Les établissements employeurs comptabilisés sont ceux avec au moins un salarié, le nombre de salariés est mesuré en ETP. ² Effectif annuel moyen 2022 URSSAF.

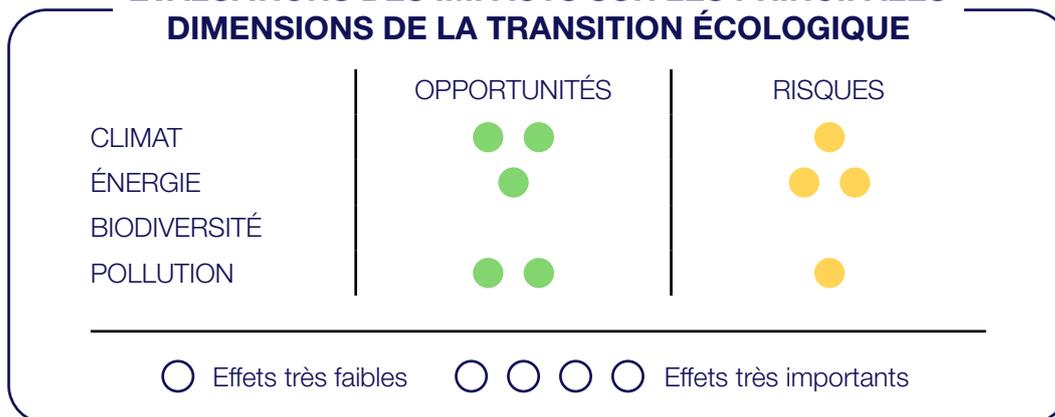


LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE

Les principaux enjeux des entreprises de la branche professionnelle sont :

- maintenir ou développer les compétences des salariés sur le matériel qui évoluera avec la décarbonation du parc par les constructeurs, qu'il s'agisse d'engins loués ou commercialisés (ex : électrification, biocarburant, engins plus sobres énergétiquement, etc.) ;
- l'accompagnement du renforcement du cadre réglementaire sur les activités des clients (TP, agriculture, etc.) ;
- l'adaptation à la multiplication des épisodes climatiques.

ÉVALUATIONS DES IMPACTS SUR LES PRINCIPALES DIMENSIONS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



3
8



PRINCIPALES OPPORTUNITÉS

Les entreprises de la branche professionnelle agissent en tant que prestataires de services pour leurs clients (agriculteurs, entreprises de travaux publics, paysagistes et entretiens d'espaces verts, collectivités territoriales, consommateurs, etc.). Ces clients qui font face à de nouvelles contraintes réglementaires ou physiques seront en attentes de nouvelles solutions apportées par les entreprises de la branche professionnelle. Ces solutions pourraient constituer un surcroît d'activité dans le cas d'une bonne anticipation. Déjà fortement lié à la saisonnalité et au climat, les entreprises de la branche professionnelle pourraient voir une augmentation ou une diminution des demandes d'intervention sous l'effet de variations climatiques plus ou moins fréquentes et intenses, du fait qu'elles sont climato-dépendantes.



PRINCIPAUX RISQUES

De nouvelles réglementations environnementales pourraient toucher les secteurs de l'agriculture (ex. : renforcement des contraintes autour de l'usage des produits phytosanitaires) et des travaux publics (ex. : Zones à Faibles Émissions en ville) et pourraient amener les entreprises de la branche professionnelle à adapter leur offre de produits à la vente ou à la location. Le volume de ventes ou de locations de certains équipements (à l'exemple des lames pour les engins de déneigement, de matériel pour l'agriculture ou d'entretien des espaces verts) pourrait évoluer en raison du réchauffement climatique.



LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS CLIMATIQUES

Le secteur de la distribution, de la location et de la maintenance de matériels et de machines agricoles ou d'entretien des espaces verts est le plus directement impacté par le changement climatique.

Les conditions météorologiques extrêmes qui deviennent de plus en plus fréquentes (épisodes de pluies intenses, sécheresse, tempête, etc.) font évoluer très significativement les besoins des clients. Habités aux changements climatiques plus ou moins prévus, les entreprises s'adaptent et s'adapteront à la plus grande fréquence de ces épisodes, qu'il s'agisse d'une sécheresse qui entraîne un durcissement des sols et une sursollicitation des engins et des besoins en maintenance plus importants, de violents orages qui abîment cultures et récoltes ou encore d'une baisse des épisodes neigeux. Répondre à ces changements plus ou moins anticipés et aux besoins associés de leurs clients est un élément organisationnel et logistique essentiel

que mettent déjà en œuvre les entreprises de la branche professionnelle, même si la hausse de leur fréquence et survenue nécessitera des ajustements. Concomitamment à ces changements climatiques, les types de cultures devraient évoluer et conduiraient à des modifications de la demande de matériels. Ainsi, par exemple, les cultures nécessitant d'importants besoins en eau comme le maïs pourraient se réduire au profit d'autres cultures moins gourmandes en eau. Cela aura pour conséquence une moindre sollicitation des entreprises de distribution et de location de matériel et de machines agricoles pour ce type de culture.

Le secteur de la location et de la maintenance de machines pour les travaux publics serait légèrement moins impacté. En effet, les conditions climatiques extrêmes vont provoquer un vieillissement accéléré des chaussées entraînant davantage de besoins d'entretien et de réfection.



IMPACTS LIÉS AUX QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES

4
8

Du fait de la puissance nécessaire à leurs usages, les engins et matériels utilisés dans l'agriculture, l'entretien d'espaces verts et les travaux publics consomment une grande quantité d'énergie, souvent aujourd'hui de nature fossile. La réglementation européenne de plus en plus stricte sur les énergies carbonées ou encore la mise en place de Zone à Faible Émissions (ZFE) en centre-ville, conduisent à la recherche de nouvelles solutions moins polluantes, plus sobres en énergie et également moins coûteuses. L'ensemble de ces éléments conduisent à l'utilisation progressive de nouvelles technologies de motorisation. Il peut s'agir d'une électrification partielle à court terme du petit matériel et des

engins de faibles puissances ou encore du développement, de l'usage de biocarburants, d'hydrogène vert (produit à partir d'électricité issue de sources d'énergies renouvelables) ou du méthane.

Sous l'effet combiné de différents facteurs, certains exploitants pourraient être contraints de cesser leurs activités entraînant par là même un risque de baisse de la demande. Parmi ces facteurs figurent l'augmentation des réglementations européennes contraignantes, les difficultés liées à la reprise des exploitations, la hausse du coût de l'énergie ou encore la sensibilité des prix de vente aux marchés mondiaux.



LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS DE RESSOURCES ET DE BIODIVERSITÉ

Le renforcement des réglementations destinées à protéger la biodiversité peut réduire les activités de travaux publics ou agricoles et ainsi provoquer une diminution des besoins d'achat ou de location d'engins et de machines. Le nettoyage du matériel et des engins nécessite d'importantes quantités d'eau notamment lorsque le temps est humide (accumulation de boues). Les limitations de consommation d'eau en particulier en période de restrictions vont contraindre cette activité et des solutions alternatives devront être mises en place (nettoyage sans eau, mise en place de systèmes de collecte des eaux pluviales, etc.).

Les secteurs agricoles, des travaux publics et de l'entretien d'espaces verts seront de plus en plus impactés par des politiques publiques strictes visant à protéger la biodiversité. Ces réglementations incluent la Stratégie nationale biodiversité 2030 et les Plans Régionaux de l'Agriculture Durable. Les entreprises de la branche professionnelle pourront être touchées de manière indirecte par une évolution de la demande pour du matériel ayant un moindre impact sur la biodiversité (ex.: matériel d'entretien des haies qui fournissent des habitats pour diverses espèces).



LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS DE POLLUTIONS, DÉCHETS ET CIRCULARITÉ

Les entreprises réalisant de la vente, de la location et de la maintenance de matériel agricole ou de travaux publics sont aujourd'hui concernées par les mêmes obligations qui peuvent toucher par exemple les garages automobiles. La réglementation fixe des obligations de collecte de produits polluants (huiles, batteries, pneus, etc.) via des filières structurées. Nous pouvons notamment citer le Code de l'environnement, le décret n° 2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques, à la réglementation REACH, la loi AGEC et à la filière REP ABJ thermiques. Dans le secteur agricole, l'usage des produits phytosanitaires est de plus en plus réglementé (plan Ecophyto II+ de 2008

et actualisé en 2018, zones de non-traitement, certification Certiphyto, etc.) et entraînera une baisse de l'usage du matériel de traitement (ex. : pulvérisateur, atomiseur, épandeur, nébulisateur, etc.). L'achat, la location et la maintenance de ce type de matériel se réduiront, mais la demande en matériel alternatif de traitement mécanique augmentera (désherbage mécanique, filets, pièges, etc.). Pour le secteur des travaux publics, le développement des Zones à Faibles Émissions (ZFE) dans les zones urbaines pour limiter la pollution risque de contraindre fortement l'usage de certains engins même si des dérogations provisoires ont été accordées actuellement.



LES TERRITOIRES ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE



VARIATIONS MILIEU RURAL / MILIEU URBAIN

5
8 Les activités des entreprises de la branche professionnelle intervenant dans le secteur agricole sont par essence très majoritairement localisées en zone rurale. Les activités des entreprises d'entretien des espaces verts sont en zone rurale ou péri-urbaine.

Les entreprises intervenant sur le secteur des travaux publics sont de leur côté localisées soit à proximité des zones urbaines ou en zones rurales. Pour les interventions en zone urbaine, la demande pour du matériel électrique sera croissante en raison des contraintes des ZFE.



SINGULARITÉS RÉGIONALES

Les contraintes liées à la sécheresse évoquées précédemment seront plus importantes dans les zones méridionales.



TENDANCES À L'HORIZON 2030

À un horizon à moyen et long terme, la recherche et l'utilisation d'alternatives aux moteurs thermiques et aux carburants fossiles va se développer dans les entreprises de la branche professionnelle. Déjà amorcée,

ces alternatives pourront prendre différentes formes qu'il s'agisse de l'électrification du matériel des engins, de l'usage de carburants propres, de la méthanisation ou encore de l'hydrogène.



LES EFFETS SUR LES MÉTIERS ET LES COMPÉTENCES

PRINCIPAUX MÉTIERS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE AVEC UN EFFET LIÉ À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Les métiers de techniciens de maintenance, de conseillers commerciaux, les opérateurs de location et les gestionnaires de parc figurent parmi les métiers les plus impactés par la transition écologique et énergétique.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DES MÉTIERS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE LIÉES À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Les principales évolutions métiers à attendre sont les suivantes :

- Le renforcement de la fonction QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement) en particulier sur le volet environnement qui constitue pour beaucoup de professionnels du métier une nouvelle activité ;
- Un élargissement des métiers de la maintenance sur l'entretien du parc de matériels et véhicules électriques ou fonctionnant au biocarburant. En parallèle, l'habilitation électrique deviendra probablement un prérequis pour certains employés ;
- Un développement des métiers de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) en particulier dans les entreprises de plus de 50 personnes pour accompagner l'évolution des exigences clients et des réglementations.

ÉVOLUTIONS DE COMPÉTENCES ATTENDUES DANS LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

L'évolution des compétences se fera ressentir à différents niveaux de l'entreprise :



Les métiers de l'encadrement : de nouvelles compétences en matière de RSE, de diagnostic environnemental et de mesure d'impacts devront être développées ;

Les métiers de la maintenance : les compétences de maintenance de matériel et d'engins électriques devront être développées ;

La connaissance de l'impact environnemental des activités des clients et du contexte réglementaire qui les entoure qui est bien souvent déjà acquise pourra s'enrichir dans tous les métiers au fil de ses évolutions.



GLOSSAIRE ET DÉFINITIONS UTILES

- **Énergie** : production, distribution, gestion et consommation d'une énergie par ou pour les entreprises de la branche. Elle est d'origine renouvelable (solaire, éolienne, etc.) ou non (pétrole, gaz naturel, charbon, etc.).
- **Changement climatique** : modification durable des conditions climatiques (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, phénomènes exceptionnels, etc.) du fait des activités humaines, des mesures pour limiter ces phénomènes ou atténuer leurs effets.
- **Pollutions/déchets** : présence excessive de résidus solides, liquides ou gazeux résultant de l'activité humaine, néfastes pour les écosystèmes et/ou la santé humaine.
- **Circularité ou économie circulaire** : activité économique limitant la consommation ou le gaspillage de ressources (eau, etc.), par l'éco-conception d'un produit/service ou la revalorisation de ressources déjà utilisées.
- **Ressources et biodiversité** : éléments naturels d'intérêt économique (minéraux, eau potable etc.) et êtres vivants de toutes origines (espèces faune/flore et populations par espèce, écosystèmes aquatiques, etc.).

PROJET ET MÉTHODOLOGIE

Cette étude a été réalisée par Opco EP dans le cadre de l'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) transition écologique et énergétique cofinancé par l'État (DGEFP) avec le concours des cabinets Model RH, Olecio et EY.

Le projet d'Opco EP a pour finalité de déployer une méthode d'analyse des effets de la transition écologique et énergétique (TEE) sur les modèles économiques des entreprises de proximité pour mieux les accompagner dans l'anticipation de leurs besoins métiers et compétences en lien avec la TEE. Méthodologiquement, les travaux ayant permis l'élaboration de cette note s'appuient sur :

- Une grille d'analyse spécifiquement conçue pour l'analyse complète des effets de la transition écologique et énergétique sur les entreprises de proximité. Cette grille combine les approches françaises et internationales les plus robustes tout en s'adaptant à la réalité des entreprises de proximité. Elle permet de repérer l'ensemble des enjeux et leurs impacts potentiels sur les besoins métiers/compétences.
- Une recherche documentaire large pour tous les sujets du périmètre (énergies, climat, biodiversité, pollutions, ressources dont eau potable, etc.), couvrant l'ensemble des publications (spécialisées et grand public) de la branche professionnelle et de la filière nationale dans laquelle elle s'inscrit (principales sources utilisées ci-dessous).
- Une traduction des enjeux écologiques proposée par les experts auprès de la branche professionnelle, débattue au travers d'entretien(s) d'affinage des résultats avec des experts et d'ateliers multibranches.

SOURCES

Observatoire SDLM - 2023	Branche SDLM – Rapport 2023 : https://www.observatoire-sdlm.com puis, cliquer dans la rubrique "Etudes/publications"
OCDE, 1999	Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : https://www.oecd-ilibrary.org et taper "Indicateurs environnementaux pour l'agriculture" dans la fenêtre de recherche
ADEUP, 2020	Le machinisme en agriculture : Les tracteurs et machines agricoles. https://adeupa-brest.fr et taper "le machinisme en agriculture" dans la fenêtre de recherche
ADEME FNTP, 2015	Réaliser une analyse environnementale dans les Travaux Publics : https://www.fntp.fr/sites/default/files/content/guide_sectoriel_avril_2015.compressed-min.pdf
Conseil national de la transition écologique, 2019	« Vision de la France à l'horizon 2050 » présente la vision de la France neutre en carbone et respectueuse du vivant en 2050 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Vision_France_2050_CNTE.pdf
ACQ Qualité Construction, 2021	Décarboner l'activité chantier : https://qualiteconstruction.com et taper "Décarboner l'activité chantier" dans la fenêtre de recherche
OFB & Ecophyto, 2021	Réduction de l'usage des produits phytosanitaires, stratégies mises en œuvre dans le réseau DEPHY FERME : https://ecophytopic.fr et taper : "Réduction de l'usage des produits phytosanitaires" dans la fenêtre de recherche
Ministère de l'Agriculture, 2021	La charge de mécanisation des exploitations agricoles : https://agriculture.gouv.fr/la-charge-de-mecanisation-des-exploitations-agricoles-0
Préfecture du VAR, 2016	L'activité agricole et son environnement économique : https://www.var.gouv.fr/index.php/contenu/telechargement/5756/73241/file/Guide_preservation_espace_cle25b2f4-2.pdf
Kiloutou Rapport RSE, 2021	Agir collectivement pour un matériel durable : https://www.kiloutou.com/content/uploads/sites/12/2023/01/rapport-engagement-2021.pdf
Loxam Rapport annuel, 2021	La location responsable : https://www.loxamtalent.com/wp-content/uploads/2017/03/LOXAM_RSE2016_BD_Page_a_page.pdf

En complément des recherches documentaires, des entretiens ont pu être réalisés avec des professionnels et/ou des experts de la branche professionnelle.